



AMBASSADE DE SUISSE  
AU COSTA RICA

SAN JOSÉ, le 1er avril 1981

Réf.: R.P.1 - AK/GA

an					a/a	Edificio Solera Bennett Parque Morazán Apartado 1216 Tél. 21-48-29
Datum						
Visa						
EDA						
Ref. p. A. 21. 31.						

CONFIDENTIEL

Au Chef du  
Secrétariat politique  
Département fédéral des  
affaires étrangères

3003 B e r n e  
-----

Trafic d'armes au Costa Rica

L'attentat du 17 mars 1981 contre des fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis et les bureaux de l'ambassade du Honduras, attribué à un organisme de l'extrême-gauche du El Salvador, a provoqué une très vive réaction dans les milieux du Costa Rica. Les discussions autour de la situation dramatique de plusieurs pays de l'Amérique Centrale ont incité tous les moyens de diffusion à ressortir la responsabilité du gouvernement Carazo dans la prise du pouvoir par les sandino-marxistes au Nicaragua et le trafic d'armes dans la région. En 1978 et jusqu'à la victoire des forces sandinistes sur Somoza, en juillet 1979, toute la région au nord du pays et faisant frontière avec le Nicaragua, avait été mise à disposition des guerilleros du FSLN, non seulement pour se reposer et s'entraîner, mais surtout pour recevoir des instructeurs et l'armement nécessaire au combat contre les troupes de Somoza. Les immeubles et hangars du poste de douane de Peñas Blancas entre autres, situé près de la frontière, servait de dépôt pour les caisses d'armes transportées depuis l'aéroport de San José ou celui de Liberia avec des camions du ministère des transports. En mai et juin 1979, tant le président Carazo que son ministre des relations extérieures affirmaient à l'ONU et à la OEA qu'aucun camp sandiniste ne se trouvait sur territoire du Costa Rica et que jamais le gouvernement ne permettrait le trafic d'armes.

Au vu de la détérioration de la situation du pays tant politique, économique, financière que morale, un groupe de cinq pilotes de l'aviation civile a fait publier un document affirmant entre autre qu'en décembre 1978 un Boeing 707 en provenance de la République Fédérale d'Allemagne aurait dé-

./.

chargé à l'aéroport de San José 60'000 livres de matériel de guerre destiné aux Sandinistes. En janvier 1979, un DC-8 venant du Portugal aurait amené 90'000 livres d'armement transporté par les camions du ministère des transports jusqu'à Peñas Blancas pour être remis aux Sandinistes. Entre mai et début juillet 1979, 21 vols d'avions DC-6 auraient également décollé de la base de Barracoa, près de La Havane, et seraient arrivés à Liberia avec chacun 31'000 livres d'armement. Onze de ces voyages furent exécutés par les pilotes costariciens et le restant avec du personnel panaméen. A Liberia, un groupe de spécialistes cubains assistait au déchargement et à la distribution des armes. Selon le document présenté par les cinq pilotes, près de la moitié de toutes les armes et munitions introduites par les vols mentionnés, ainsi que ceux effectués par de petits avions de quatre à six places atterrissant sur des terrains à proximité de la frontière du Nicaragua, seraient restés au Costa Rica. Or jusqu'à ce jour, les autorités gouvernementales ont toujours nié l'arrivée d'armes en provenance directe de Cuba. Les pilotes en question, après la victoire sandiniste, furent invités à La Havane en octobre 1979. Lors d'une réception au siège du comité central du parti communiste cubain, le commandant Manuel Piñeiro, chef de la section des opérations internationales du régime castriste, leur demanda s'il seraient d'accords de collaborer au transport d'armes et d'équipements destinés aux guerilleros du Salvador. Ce fait semble indiquer que le régime cubain préparait déjà de longue date l'aide aux rebelles salvadoriens, afin de leur permettre de prendre le pouvoir, tout comme les Sandinistes au Nicaragua. Et, fait de la plus haute importance, qui jusqu'à ce jour n'a pas été élucidé par les différents organismes s'occupant du trafic d'armes: où sont restées les quelque 900'000 livres d'armement et en quelles mains sont-elles? Il n'est pas impossible qu'une partie ait déjà pris le chemin du Salvador, la capture, par l'armée de ce pays, de trois avionnettes chargées de matériel belliqueux en provenance du Costa Rica, semble le confirmer. D'autre part, l'opinion publique est inquiète de savoir combien d'armes sont encore au Costa Rica, en quelles mains elles se trouvent et qui a fait la grande affaire. Les affirmations des cinq pilotes confirment les déclarations faites à l'Assemblée Législative le 22 juillet 1980 par le colonel Guillermo Marti, haut fonctionnaire du ministère de sécurité publique, et le 13 octobre 1980 par le major Mario Fallas, également fonctionnaire du même ministère. Les deux officiers furent en son temps traités de menteurs par le président de la République et licenciés.

L'opinion publique, les partis politiques de l'opposition attaquent très durement la crédibilité du gouvernement Carazo. Un candidat à la présidence aux élections de 1982

ainsi que plusieurs députés de l'Assemblée Législative demandent la démission du président Carazo et qu'il soit remplacé par son premier vice-président jusqu'à la fin du mandat, le 8 mai 1982. De son côté, le président Carazo affirme que les dépositions des cinq pilotes sont inexactes et qu'il s'agit d'une campagne dirigée tant par l'extrême droite (anciens partisans de Somoza) que par l'extrême gauche et destinée à déstabiliser son gouvernement. Selon des experts en la matière, jamais le Costa Rica ne s'est trouvé dans une situation aussi confuse avec tout ce que cela représente comme perte de prestige à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La "Suisse de l'Amérique Centrale", comme le mentionnent les refrains populaires, semble n'être plus qu'un rêve, comme en son temps l'Uruguay et le Liban.

Le Chargé d'affaires de Suisse a.i.:



(Alexis Kurth)